

yeur. Quand elle entendit le pas de Daniel dans la salle à manger, elle éprouva une commotion, un tressaillement qui l'agita jusque dans les principes de sa vie. Ce mouvement, qu'elle n'avait jamais eu pendant l'existence la plus aventureuse pour une femme de son rang, lui apprit alors qu'elle avait joué son bonheur. Ses yeux, qui regardaient dans l'espace, embrassèrent d'Arthez tout entier, elle vit à travers sa chair, elle lut dans son âme; le soupçon ne l'avait donc même pas effleuré de son aile de chauve-souris. Le terrible mouvement de cette peur eut alors sa réaction, la joie faillit étouffer l'heureuse Diane; car il n'est pas de créature qui n'ait plus de force pour supporter le chagrin que pour résister à l'extrême félicité.

— Daniel, on m'a calomniée et tu m'as vengée! s'écria-t-elle en se levant et en lui ouvrant les bras.

Dans le profond étonnement que lui causa ce mot dont les racines étaient invisibles pour lui, Daniel se laissa prendre la tête par deux belles mains, et la princesse le baisa saintement au front.

— Comment avez-vous su...

— O niais illustre! ne vois-tu pas que je t'aime follement?

Depuis ce jour, il n'a plus été question de la princesse de Cadignan ni de d'Arthez. La princesse a hérité de sa mère quelque fortune, elle passe tous les étés à Genève dans une villa avec le grand écrivain, et revient pour quelques mois d'hiver à Paris. D'Arthez ne se montre qu'à la Chambre. Enfin ses publications sont devenues excessivement rares. Est-ce un dénouement? Oui, pour les gens d'esprit; non, pour ceux qui veulent tout savoir.

Aux Jardies, juin 1837

LES EMPLOYÉS

A LA COMTESSE SERAFINA SAN-SEVERINO, NÉE PORCIA

Obligé de tout lire pour tâcher de ne rien répéter, je feuilletais, il y a quelques jours, les trois cents contes plus ou moins drôlatiques de *Il Bandello*, écrivain du seizième siècle, peu connu en France, et publiés dernièrement en entier à Florence dans l'édition compacte des Conteurs italiens, votre nom, de même que celui du comte, a aussi vivement frappé mes yeux que si c'était vous-même, madame. Je parcourais pour la première fois *Il Bandello* dans le texte original, et j'ai trouvé, non sans surprise, chaque conte, ne fût-il que de cinq pages, dédié par une lettre familière aux rois, aux princes, aux plus illustres personnages du temps, parmi lesquels se remarquent les nobles du Milanais, du Piémont, patrie de *Il Bandello*, de Florence et de Gènes. C'est les *Dolcini* de Mantoue, les *San-Severini* de Créma, les *Visconti* de Milan, les *Guidoboni* de Tortone, les *Sforza*, les *Doria*, les *Frégose*, les *Dante Alighieri* (il en existait encore un), les *Frascati*, la reine Marguerite de France, l'empereur d'Allemagne, le roi de Bohême, Maximilien, archiduc d'Autriche, les *Medici*, les *Sauli*, *Pallavicini*, *Bentivoglio* de Bologne, *Soderini*, *Colonna*, *Scaliger*, les *Cardone* d'Espagne. En France: les Marigny, Anne de Polignac, princesse de Marcignac et comtesse de la Rochefoucauld, le cardinal d'Armagnac, l'évêque de Cahors, enfin toute la grande compagnie du temps, heureuse et flattée de sa correspondance avec le successeur de Boccace. J'ai vu aussi combien *Il Bandello* avait de noblesse dans le caractère; s'il a orné son œuvre de ces noms illustres, il n'a pas trahi la cause de ses amitiés privées. Après la *signora Gallerana*, comtesse de Bergame, vient le médecin à qui il a dédié son conte de *Roméo et Juliette*; après la *signora molto magnifica Hipolita Visconti ed Atellana*, vient le simple capitaine de cavalerie légère, *Livio Liviano*; après le duc d'Orléans, un prédicateur; après une *Riario*, vient *messer magnifico Girolamo Ungaro, mercante lucchese*, un homme vertueux auquel il raconte comment un *gentiluomo navarese sposa una che era sua*

sorella e figliuola, non lo sapendo, sujet qui lui avait été envoyé par la reine de Navarre. J'ai pensé que je pouvais, comme *Il Bandello*, mettre un de mes récits sous la protection d'*una virtuosa, gentilissima, illustrissima contessa Serafina San-Severino*, et lui adresser des vérités que l'on prendra pour des flatteries. Pourquoi ne pas avouer combien je suis fier d'attester ici et ailleurs, qu'aujourd'hui, comme au seizième siècle, les écrivains, à quelque étage que les mette pour le moment la mode, sont consolés des calomnies, des injures, des critiques amères, par de belles et nobles amitiés dont les suffrages aident à vaincre les ennuis de la vie littéraire ? Paris, cette cervelle du monde, vous a tant plu par l'agitation continuelle de ses esprits, il a été si bien compris par la délicatesse vénitienne de votre intelligence ; vous avez tant aimé ce riche salon de Gérard que nous avons perdu, et où se voyaient, comme dans l'œuvre de *Il Bandello*, les illustrations européennes de ce quart de siècle ; puis les fêtes brillantes, les inaugurations enchantées que fait cette grande et dangereuse sirène, vous ont tant émerveillée, vous avez si naïvement dit vos impressions, que vous prendrez sans doute sous votre protection la peinture d'un monde que vous n'avez pas dû connaître, mais qui ne manque pas d'originalité. J'aurais voulu avoir quelque belle poésie à vous offrir, à vous qui avez autant de poésie dans l'âme et au cœur que votre personne en exprime ; mais si un pauvre prosateur ne peut donner que ce qu'il a, peut-être rachètera-t-il à vos yeux la modicité du présent par les hommages respectueux d'une de ces profondes et sincères admirations que vous inspirez.

DE BALZAC

A Paris, où les hommes d'étude et de pensée ont quelques analogies en vivant dans le même milieu, vous avez dû rencontrer plusieurs figures semblables à celle de monsieur Rabourdin, que ce récit prend au moment où il est chef de bureau à l'un des plus importants ministères ; quarante ans, des cheveux gris d'une si jolie nuance que les femmes peuvent à la rigueur les aimer ainsi, et qui adoucissent une physiologie mélancolique, des yeux bleus pleins de feu, un teint encore blanc, mais chaud et parsemé de quelques rougeurs violentes ; un front et un nez à la Louis XV, une bouche sérieuse, une taille élevée, maigre ou plutôt maigrie comme celle d'un homme qui relève de maladie, enfin une démarche

entre l'indolence du promeneur et la méditation de l'homme occupé. Si ce portrait fait préjuger un caractère, la mise de l'homme contribuait peut-être à le mettre en relief. Rabourdin portait habituellement une grande redingote bleue, une cravate blanche, un gilet croisé à la Robespierre, un pantalon noir sans sous-pieds, des bas de soie gris et des souliers déconverts. Rasé, lesté de sa tasse de café dès huit heures du matin, il sortait avec une exactitude d'horloge, et passait par les mêmes rues en se rendant au ministère ; mais si propre, si compassé que vous l'eussiez pris pour un Anglais allant à son ambassade. A ces traits principaux, vous devinez le père de famille harassé par des contrariétés au sein du ménage, tourmenté par des ennuis au ministère, mais assez philosophe pour prendre la vie comme elle est ; un honnête homme aimant son pays et le servant, sans se dissimuler les obstacles que l'on rencontre à vouloir le bien ; prudent parce qu'il connaît les hommes, d'une exquise politesse avec les femmes parce qu'il n'en attend rien, enfin, un homme plein d'acquis, affable avec ses inférieurs, tenant à une grande distance ses égaux, et d'une haute dignité avec ses chefs. A l'époque où le prend cette étude, vous eussiez remarqué chez lui l'air froidement résigné de l'homme qui avait enterré les illusions de la jeunesse, qui avait renoncé à de secrètes ambitions ; vous eussiez reconnu l'homme découragé mais encore sans dégoût et qui persiste dans ses premiers projets, plus pour employer ses facultés que dans l'espoir d'un douteux triomphe. Il n'était décoré d'aucun ordre, et s'accusait comme d'une faiblesse d'avoir porté celui du Lis aux premiers jours de la Restauration.

La vie de cet homme offrait des particularités mystérieuses, il n'avait jamais connu son père ; sa mère, femme chez qui le luxe éclatait, toujours parée, toujours en fête, ayant un riche équipage, dont la beauté lui parut merveilleuse par souvenir, et qu'il voyait rarement, lui laissa peu de chose ; mais elle lui avait donné l'éducation vulgaire et incomplète qui produit tant d'ambitions et si peu de capacités. A seize ans, quelques jours avant la mort de sa mère, il était sorti du lycée Napoléon pour entrer comme surnuméraire

dans les bureaux, où quelque protecteur inconnu l'avait promptement fait appointer. A vingt-deux ans, Rabourdin était sous-chef, et chef à vingt-cinq. Depuis ce jour, la main qui soutenait ce garçon dans la vie n'avait plus fait sentir son pouvoir que dans une seule circonstance; elle l'avait amené, lui pauvre, dans la maison de monsieur Leprince, ancien commissaire-priseur, homme veuf, passant pour très-riche et père d'une fille unique. Xavier Rabourdin devint éperdument amoureux de mademoiselle Célestine Leprince, alors âgée de dix-sept ans et qui avait les prétentions de deux cent mille francs de dot. Soigneusement élevée par une mère artiste qui lui transmit tous ses talents, cette jeune personne devait attirer les regards des hommes les plus haut placés. Grande, belle et admirablement bien faite, elle peignait, était bonne musicienne, parlait plusieurs langues et avait reçu quelque teinture de science, dangereux avantage qui oblige une femme à beaucoup de précautions si elle veut éviter toute pédanterie. Aveuglée par une tendresse mal entendue, la mère avait donné de fausses espérances à sa fille sur son avenir; à l'entendre, un duc ou un ambassadeur, un maréchal de France ou un ministre pouvaient seuls mettre sa Célestine à la place qui lui convenait dans la société. Cette fille avait d'ailleurs les manières, le langage et les façons du grand monde. Sa toilette était plus riche et plus élégante que ne doit l'être celle d'une fille à marier; un mari ne pouvait plus lui donner que le bonheur. Et, encore, les *gâteries* continuelles de la mère, qui mourut un an après le mariage de sa fille, rendaient-elles assez difficile la tâche d'un époux. Combien de sang-froid ne fallait-il pas pour gouverner une pareille femme. Les bourgeois effrayés se retirèrent. Orphelin, sans autre fortune que sa place de chef de bureau, Xavier fut proposé par monsieur Leprince à Célestine qui résista longtemps. Mademoiselle Leprince n'avait aucune objection contre son prétendu; il était jeune, amoureux et beau; mais elle ne voulait pas se nommer madame Rabourdin. Le père dit à sa fille que Rabourdin était du bois dont on faisait les ministres. Célestine répondit que jamais homme nommé Rabourdin n'arriverait

sous le gouvernement des Bourbons, etc., etc. Forcé dans ses retranchements, le père commit une grave indiscretion en déclarant à sa fille que son futur serait Rabourdin *de quelque chose* avant l'âge requis pour entrer à la chambre. Xavier devait être bientôt maître des requêtes et secrétaire général de son ministère. De ces deux échelons, ce jeune homme s'élancerait dans les régions supérieures de l'administration, riche d'une fortune et d'un nom transmis par certain testament à lui connu. Le mariage se fit.

Rabourdin et sa femme crurent à la mystérieuse puissance indiquée par le vieux commissaire-priseur. Emportés par l'espérance et le laisser-aller que les premières amours conseillent aux jeunes mariés, monsieur et madame Rabourdin dévorèrent en cinq ans près de cent mille francs sur leur capital. Justement effrayée de ne pas voir avancer son mari, Célestine voulut employer en terres les cent mille francs restant de sa dot, placement qui donna peu de revenu; mais un jour la succession de monsieur Leprince récompenserait de sages privations par les fruits d'une belle aisance. Quand l'ancien commissaire-priseur vit son gendre déshérité de ses protections, il tenta, par amour pour sa fille, de réparer ce secret échec en risquant une partie de sa fortune dans une spéculation pleine de chances favorables; mais le pauvre homme, atteint par une des liquidations de la maison Nucingen, mourut de chagrin, ne laissant qu'une dizaine de beaux tableaux qui ornèrent le salon de sa fille, et quelques meubles antiques qu'elle mit au grenier. Huit années de vaine attente firent enfin comprendre à madame Rabourdin que le paternel protecteur de son mari devait avoir été surpris par la mort, que le testament avait été supprimé ou perdu. Deux ans avant la mort de Leprince, la place de chef de division, devenue vacante, avait été donnée à un monsieur de La Billardière, parent d'un député de la droite, fait ministre en 1823. C'était à quitter le métier. Mais Rabourdin pouvait-il abandonner huit mille francs de traitement avec gratifications, quand son ménage s'était accoutumé à les dépenser, et qu'ils formaient les trois quarts du revenu? D'ailleurs, au bout de quelques années de patience, n'avait-

il pas droit à une pension ? Quelle chute pour une femme dont les hautes prétentions au début de la vie étaient presque légitimes, et qui passait pour être une femme supérieure !

Madame Rabourdin avait justifié les espérances que donnait mademoiselle Leprince ; elle possédait les éléments de l'apparente supériorité qui plaît au monde, sa vaste instruction lui permettait de parler à chacun son langage, ses talents étaient réels, elle montrait un esprit indépendant et élevé, sa conversation captivait autant par sa variété que par l'étrangeté des idées. Ces qualités utiles et bien placées chez une souveraine, chez une ambassadrice, servent à peu de chose dans un ménage où tout doit aller terre à terre. Les personnes qui parlent bien veulent un public, aiment à parler longtemps et fatiguent quelquefois. Pour satisfaire aux besoins de son esprit, madame Rabourdin prit un jour de réception par semaine, et alla beaucoup dans le monde afin d'y goûter les jouissances auxquelles son amour-propre l'avait habituée. Ceux qui connaissent la vie de Paris sauront ce que souffrait une femme de cette trempe, assassinée dans son intérieur par l'exiguïté de ses moyens pécuniaires. Malgré tant de naïves déclamations sur l'argent, il faut toujours, quand on habite Paris, être acculé au pied des additions, rendre hommage aux chiffres et baiser la patte fourchue du veau d'or. Quel problème ! douze mille livres de rente pour défrayer un ménage composé du père, de la mère, de deux enfants, d'une femme de chambre et d'une cuisinière, le tout logé rue Duphot, au second, dans un appartement de cent louis. Prélevez la toilette et les voitures de madame avant d'évaluer les grosses dépenses de la maison, car la toilette passait avant tout ; voyez ce qui reste pour l'éducation des enfants (une fille de sept ans, un garçon de neuf ans, dont l'entretien, malgré une bourse entière, coûtait déjà deux mille francs), vous trouverez que madame Rabourdin pouvait à peine donner trente francs par mois à son mari. Presque tous les maris parisiens en sont là, sous peine d'être des monstres. Cette femme qui s'était crue destinée à briller dans le monde, à le dominer, se vit enfin forcée d'user

son intelligence et ses facultés dans une lutte ignoble, inattendue, en se mesurant corps à corps avec son livre de dépense. Déjà, grande souffrance d'amour-propre ! elle avait congédié son domestique mâle, lors de la mort de son père. La plupart des femmes se fatiguent dans cette lutte journalière, elles se plaignent, et finissent par se plier à leur sort ; mais au lieu de déchoir, l'ambition de Célestine grandit avec les difficultés, et ne pouvant pas les vaincre, elle voulut les enlever. A ses yeux, cette complication dans les ressorts de la vie fut comme le nœud gordien qui ne se dénoue pas et que le génie tranche. Loin de consentir à la mesquinerie d'une destinée bourgeoise, elle s'impatienta des retards qu'éprouvaient les grandes choses de son avenir, en accusant le sort de tromperie. Célestine se crut de bonne foi une femme supérieure. Peut-être avait-elle raison, peut-être eût-elle été grande dans de grandes circonstances, peut-être n'était-elle pas à sa place. Reconnaissons-le, il existe des variétés dans la femme comme dans l'homme que se façonnent les sociétés pour leurs besoins. Or, dans l'ordre social comme dans l'ordre naturel, il se trouve plus de jeunes pousses qu'il n'y a d'arbres, plus de frai que de poissons arrivés à tout leur développement ; beaucoup de capacités, des Athanase Granson, doivent donc mourir étouffées comme les graines qui tombent sur une roche nue. Certes, il y a des femmes de ménage, des femmes d'agrément, des femmes de luxe, des femmes exclusivement épouses, ou mères, ou amantes, des femmes purement spirituelles ou purement matérielles ; comme il y a des artistes, des soldats, des artisans, des mathématiciens, des poètes, des négociants, des gens qui entendent uniquement l'argent, l'agriculture ou l'administration. Puis la bizarrerie des événements amène des contre-sens ; beaucoup d'appelés et peu d'élus est une loi de la cité aussi bien que du ciel. Madame Rabourdin se jugeait très-capable d'éclairer un homme d'Etat, d'échauffer l'âme d'un artiste, de servir les intérêts d'un inventeur et de l'assister dans ses luttes, de se dévouer à la politique financière d'un Nucingen, de représenter avec éclat une haute fortune. Peut-être voulait-elle

ainsi s'expliquer à elle-même son horreur pour le livre du blanchisseur, pour les contrôles journaliers de la cuisine, les supputations économiques et les soins d'un petit ménage. Elle se faisait supérieure là où elle avait plaisir à l'être. En sentant si vivement les épines d'une position qui peut se comparer à celle de saint Laurent sur son grill, ne devait-elle pas laisser échapper des cris? Aussi, dans ses paroxysmes d'ambition contrariée, dans les moments où sa vanité blessée lui causait de lancinantes douleurs, Célestine s'attaqua-t-elle à Xavier Rabourdin. N'était-ce pas à son mari de la placer convenablement? Si elle était un homme, elle aurait bien eu l'énergie de faire une prompte fortune pour rendre heureuse une femme aimée! Elle lui reprochait d'être trop honnête homme. Dans la bouche de certaines femmes, cette accusation est un brevet d'imbécillité. Elle lui dessina de superbes plans dans lesquels elle négligeait les obstacles qu'y apportent les hommes et les choses; puis, comme toutes les femmes animées par un sentiment violent, elle devint en pensée plus machiavélique qu'un Gondreville, plus rouée que Maxime de Trailles. L'esprit de Célestine concevait alors tout, et elle se contemplait elle-même dans l'étendue de ses idées. Au débouché de ces belles imaginations, Rabourdin, à qui la pratique était connue, resta froid. Célestine attristée jugea son mari étroit de cervelle, timide, peu compréhensif, et prit insensiblement la plus fausse opinion sur le compagnon de sa vie; d'abord, elle l'éteignait constamment par le brillant de sa discussion; puis, comme ses idées à elle lui venaient par éclairs, elle l'arrêtait court quand il commençait à donner une explication, afin de ne pas perdre une étincelle de son esprit. Dès les premiers jours de leur mariage, en se sentant aimée et admirée par Rabourdin, Célestine fut sans façon avec lui; elle se mit au-dessus de toutes les lois conjugales et de politesse intime, en demandant au nom de l'amour le pardon de ses petits méfaits; et comme elle ne se corrigea point, elle domina constamment. Dans cette situation, un homme se trouve vis-à-vis de sa femme comme un enfant devant son précepteur, quand il ne peut ou ne veut pas croire que

l'enfant qu'il a régenté petit soit devenu grand. Semblable à madame de Staël, qui criait en plein salon à un plus grand homme qu'elle : « Savez-vous que vous venez de dire quelque chose de bien profond! » madame Rabourdin disait de son mari : — Il a quelquefois de l'esprit. Insensiblement la dépendance dans laquelle elle continuait à tenir Xavier se manifesta sur sa physionomie par d'imperceptibles mouvements. Son attitude et ses manières exprimèrent son manque de respect. Sans le savoir, elle nuisit donc à son mari; car en tout pays, avant de juger un homme, le monde écoute ce qu'en pense sa femme, et demande ainsi ce que les Genevois appellent *un préavis* (en genevois on prononce *préavisse*). Quand Rabourdin s'aperçut des fautes que l'amour lui avait fait commettre, le pli était pris; il se tut et souffrit. Semblable à quelques hommes chez lesquels le sentiment et les idées sont en force égale, chez lesquels il se rencontre tout à la fois une belle âme et une cervelle bien organisée, il fut l'avocat de sa femme au tribunal de son jugement; il se dit que la nature l'avait destinée à un rôle manqué par sa faute, à lui; elle était comme un cheval anglais de pur sang, un coureur attelé à une charrette pleine de moellons, elle souffrait; enfin il se condamna. Puis, à force de les répéter, sa femme lui avait inoculé ses croyances en elle-même. Les idées sont contagieuses en ménage; le neuf thermidor est, comme tant d'événements immenses, le résultat d'une influence féminine. Aussi, poussé par l'ambition de Célestine, Rabourdin avait-il songé depuis longtemps au moyen de la satisfaire; mais il lui cachait ses espérances pour ne pas lui en infliger les tourments. Cet homme de bien était résolu de se faire jour dans l'administration en y pratiquant une forte trouée. Il voulait y produire une de ces révolutions qui placent un homme à la tête d'une partie quelconque de la société; mais incapable de la bouleverser à son profit, il roulait des pensées utiles et rêvait un triomphe obtenu par de nobles moyens. Cette idée à la fois ambitieuse et généreuse, il est peu d'employés qui ne l'aient conçue; mais chez les employés comme chez les artistes, il y a beaucoup plus d'avortements que d'enfan-

téments, ce qui revient au mot de Buffon : Le génie, c'est la patience.

Mis à portée d'étudier l'administration française et d'en observer le mécanisme, Rabourdin opéra dans le milieu où le hasard avait fait mouvoir sa pensée, ce qui, par parenthèse, est le secret de beaucoup d'œuvres humaines, et il finit par inventer un nouveau système d'administration. Connaissant les gens auxquels il aurait affaire, il avait respecté la machine qui fonctionnait alors, qui fonctionne encore et qui fonctionnera longtemps, car tout le monde sera toujours effrayé à l'idée de la refaire, mais personne ne devait, selon Rabourdin, se refuser à la simplifier. Le problème à résoudre gisait à son sens dans un meilleur emploi des mêmes forces. A sa plus simple expression, ce plan consistait à remanier les impôts de manière à les diminuer sans que l'État perdît ses revenus, et à obtenir, avec un budget égal au budget qui soulevait alors tant de folles discussions, des résultats deux fois plus considérables que les résultats actuels. Une longue pratique avait démontré à Rabourdin, qu'en toutes choses la perfection est produite par de simples revirements. Économiser, c'est simplifier. Simplifier, c'est supprimer un rouage inutile; il y a donc déplacement. Aussi, son système reposait-il sur un déclassement, il se traduisait par une nouvelle nomenclature administrative. De là peut-être la raison de la haine que s'attirent les novateurs. Les suppressions exigées par le perfectionnement, et d'abord mal comprises, menacent des existences qui ne se résolvent pas facilement à changer de condition. Ce qui rend Rabourdin vraiment grand, est d'avoir su contenir l'enthousiasme qui saisit tous les inventeurs, d'avoir cherché patiemment un engrenage à chaque mesure afin d'éviter les chocs, en laissant au temps et à l'expérience le soin de démontrer l'excellence de chaque changement. La grandeur du résultat ferait croire à son impossibilité, si l'on perdait de vue cette pensée au milieu de la rapide analyse de ce système. Il n'est donc pas indifférent d'indiquer, d'après ses confidences, quelque incomplètes qu'elles furent, le point d'où il partit pour embrasser l'horizon administratif.

Ce récit, qui tient d'ailleurs au cœur de l'intrigue, expliquera peut-être aussi quelques malheurs des mœurs présentes.

Profondément ému par les misères qu'il avait reconnues dans l'existence des employés, Xavier s'était demandé d'où venait leur croissante déconsidération; il en avait recherché les causes, et les avait trouvées dans ces petites révolutions partielles qui furent comme le remous de la tempête de 1789 et que les historiens des grands mouvements sociaux négligent d'examiner, quoiqu'en définitif elles aient fait nos mœurs ce qu'elles sont.

Autrefois sous la monarchie, les armées bureaucratiques n'existaient point. Peu nombreux, les employés obéissaient à un premier ministre toujours en communication avec le souverain, et servaient ainsi presque directement le roi. Les chefs de ces serviteurs zélés étaient simplement nommés des *premiers commis*. Dans les parties d'administration que le roi ne dirigeait pas lui-même, comme les fermes, les employés étaient à leurs chefs ce que les commis d'une maison de commerce sont à leurs patrons; ils apprenaient une science qui devait leur servir à se faire une fortune. Ainsi, le moindre point de la circonférence se rattachait au centre et en recevait la vie. Il y avait donc dévouement et foi. Depuis 1789, l'État, la *patrie* si l'on veut, a remplacé le prince. Au lieu de relever directement d'un premier magistrat politique, les commis sont devenus, malgré nos belles idées sur la patrie, *des employés du gouvernement*, et leurs chefs flottent à tous les vents d'un pouvoir appelé le *ministère*, qui ne sait pas la veille s'il existera le lendemain. Le courant des affaires devant toujours s'expédier, il surnage une certaine quantité de commis indispensables, quoique congéables à merci, et qui veulent rester en place. La bureaucratie, pouvoir gigantesque mis en mouvement par des nains, est née ainsi. Si en subordonnant toute chose et tout homme à sa volonté, Napoléon avait retardé pour un moment l'influence de la bureaucratie, ce rideau pesant placé entre le bien à faire et celui qui peut l'ordonner, elle s'était définitivement organisée sous le gouvernement constitutionnel, inévitablement ami des médiocrités, grand amateur de

pièces probantes et de comptes, enfin tracassier comme une petite bourgeoise. Heureux de voir les ministres en lutte constante avec quatre cents petits esprits, avec dix ou douze têtes ambitieuses et de mauvaise foi, les bureaux se hâtèrent de se rendre nécessaires en se substituant à l'action vivante par l'action écrite, et ils créèrent une puissance d'inertie appelée le rapport. Expliquons le rapport.

Quand les rois eurent des ministres, ce qui n'a commencé que sous Louis XV, ils se firent faire des rapports sur les questions importantes, au lieu de tenir, comme autrefois, conseil avec les grands de l'État. Insensiblement, les ministres furent amenés par leurs bureaux à imiter les rois. Occupés de se défendre devant les deux chambres et devant la cour, ils se laissèrent mener par les lisières du rapport. Il ne se présenta rien d'important dans l'administration, que le ministre, à la chose la plus urgente, ne répondit : — J'ai demandé un rapport. Le rapport devint ainsi, pour l'affaire et pour le ministre, ce qu'est le rapport à la chambre des députés pour les lois : une consultation où sont traitées les raisons contre et pour avec plus ou moins de partialité. Le ministre, de même que la chambre, se trouve tout aussi avancé avant qu'après le rapport. Toute espèce de parti se prend en un instant. Quoi qu'on fasse, il faut arriver au moment où l'on se décide. Plus on met en bataille de raisons pour et de raisons contre, moins le jugement est sain. Les plus belles choses de la France se sont accomplies quand il n'existait pas de rapport et que les décisions étaient spontanées. La loi suprême de l'homme d'État est d'appliquer des formules précises à tous les cas, à la manière des juges et des médecins.

Rabourdin, qui se disait : On est ministre pour avoir de la décision, connaître les affaires et les faire marcher, vit le rapport régnant en France depuis le colonel jusqu'au maréchal, depuis le commissaire de police jusqu'au roi, depuis les préfets jusqu'aux ministres, depuis la chambre jusqu'à la loi. Dès 1818, tout commençait à se discuter, se balancer et se contre-balancer de vive voix ou par écrit, tout prenait la forme littéraire. La France allait se ruiner malgré de si beaux

rapports, et dissertar au lieu d'agir. Il se faisait en France un million de rapports écrits par année ! Aussi la bureaucratie régnait-elle ! Les dossiers, les cartons, les paperasses à l'appui des pièces sans lesquelles la France serait perdue, la circulaire sans laquelle elle n'irait pas, s'accrurent, grandirent et embellirent. La bureaucratie entretint dès lors à son profit la méfiance entre la recette et la dépense, elle calomnia l'administration pour le salut de l'administrateur. Enfin elle inventa les fils lilliputiens qui enchaînent la France à la centralisation parisienne, comme si, de 1500 à 1800, la France n'avait rien pu entreprendre sans trente mille commis. En s'attachant à la chose publique, comme le gui au poirier, l'employé s'en désintéressa complètement, et voici comme.

Obligés d'obéir aux princes ou aux chambres qui leur imposent des parties prenantes au budget et forcés de garder des travailleurs, les ministres diminuaient les salaires et augmentaient les emplois, en pensant que plus il y aurait de monde employé par le gouvernement, plus le gouvernement serait fort. La loi contraire est un axiome écrit dans l'univers ; il n'y a d'énergie que par la rareté des principes agissants. Aussi l'événement a-t-il prouvé en juillet 1830 l'erreur du matérialisme de la Restauration. Pour implanter un gouvernement au cœur d'une nation, il faut savoir y attacher *des intérêts* et non *des hommes*. Conduit à mépriser le gouvernement qui lui retirait à la fois considération et salaire, l'employé se comportait en ce moment avec lui comme une courtisane avec un vieil amant, il lui donnait du travail pour son argent ; situation aussi peu tolérable pour l'administration que pour l'employé, si tous deux osaient se tâter le pouls, et si les gros salaires n'étouffaient pas la voix des petits. Seulement occupé de se maintenir, de toucher ses appointements et d'arriver à sa pension, l'employé se croyait tout permis pour obtenir ce grand résultat. Cet état de choses amenait le servilisme du commis, il engendrait de perpétuelles intrigues au sein des ministères où les employés pauvres luttèrent contre une aristocratie dégénérée qui venait pâturer sur les communaux de la bourgeoisie, en exigeant des

places pour ses enfants ruinés. Un homme supérieur pouvait difficilement marcher le long de ces haies tortueuses, plier, ramper, se couler dans la fange de ces sentines où les têtes remarquables effrayaient tout le monde. Un génie ambitieux se vieillit pour obtenir la triple couronne, il n'imité pas Sixte-Quint pour devenir chef de bureau. Il ne restait ou ne venait que des paresseux, des incapables ou des niais. Ainsi s'établissait lentement la médiocrité de l'administration française. Entièrement composée de petits esprits, la bureaucratie mettait un obstacle à la prospérité du pays, retardait sept ans dans ses cartons le projet d'un canal qui eût stimulé la production d'une province, s'épouvantait de tout, perpétuait les lenteurs, éternisait les abus qui la perpétuaient et l'éternisaient elle-même; elle tenait tout et le ministre même en lisière; enfin elle étouffait les hommes de talent assez hardis pour vouloir aller sans elle ou l'éclairer sur ses sottises. Le livre des pensions venait d'être publié, Rabourdin y vit un garçon de bureau inscrit pour une retraite supérieure à celle des vieux colonels criblés de blessures. L'histoire de la bureaucratie se lisait là tout entière. Autre plaie engendrée par les mœurs modernes, et qu'il comptait parmi la cause de cette secrète démoralisation; l'administration à Paris n'a point de subordination réelle, il y règne une égalité complète entre le chef d'une division importante et le dernier expéditionnaire; l'un est aussi grand que l'autre dans une arène d'où l'on sort pour aller trôner ailleurs, car on y faisait un simple employé d'un poète, d'un artiste, d'un commerçant. L'instruction, également dispensée aux masses, n'amène-t-elle pas le fils d'un concierge de ministère à prononcer sur le sort d'un homme de mérite ou d'un grand propriétaire chez qui son père a tiré le cordon de la porte? Le dernier venu peut donc lutter avec le plus ancien. Un riche surnuméraire éclabousse son chef en allant à Longchamp dans un tilbury qui porte une jolie femme à laquelle il indique par un mouvement de son fouet le pauvre père de famille à pied, en disant: Voilà mon chef! Les libéraux nommaient cet état de choses le progrès, Rabourdin y voyait l'ANARCHIE au cœur du pouvoir. Ne voyait-il

pas en résultat des intrigues agitées, comme celles du sérail, entre des eunuques, des femmes et des sultans imbéciles, des petitesse de religieuses, des vexations sourdes, des tyrannies de collège, des travaux diplomatiques à effrayer un ambassadeur entrepris pour une gratification ou pour une augmentation, des sauts de puces attelées à un char de carton; des malices de nègre faites au ministre lui-même; puis les gens réellement utiles, les travailleurs, victimes des parasites; les gens dévoués à leur pays qui tranchent vigoureusement sur la masse des incapacités succombant sous d'ignobles trahisons! Toutes les hautes places dévolues à l'influence parlementaire et non plus à la royauté, les employés devaient tôt ou tard se trouver dans la condition de rouages vissés à une machine; il ne s'agirait plus pour eux que d'être plus ou moins graissés. Cette fatale conviction déjà venue à de bons esprits étouffait bien des mémoires écrits en conscience sur les plaies secrètes du pays, désarmait bien des courages, corrodait les probités les plus sévères, fatiguées de l'injustice et conviées à l'insouciance par de dissolvants ennuis. Un commis des frères Rothschild correspond avec toute l'Angleterre; un seul employé pourrait correspondre avec tous les préfets; mais là où l'un vient apprendre les éléments de sa fortune, l'autre perd inutilement son temps, sa vie et sa santé. De là sourdait le mal. Certes un pays ne semble pas immédiatement menacé de mort parce qu'un employé de talent se retire et qu'un homme médiocre le remplace. Malheureusement pour les nations, aucun homme ne paraît indispensable à leur existence. Mais quand tout s'est à la longue amoindri, les nations disparaissent. Chacun peut, par instruction, aller voir à Venise, à Madrid, à Amsterdam, à Stockholm et à Rome les places où brillèrent d'immenses pouvoirs, aujourd'hui détruits par la petitesse qui s'y est infiltrée en gagnant les sommités. Au jour d'une lutte, tout s'étant trouvé débile l'État succomba devant une faible attaque. Adorer le sot qui réussit, ne pas s'attrister à la chute d'un homme de talent est le résultat de notre triste éducation et de nos mœurs qui poussent les gens d'esprit à la raillerie et le génie au déses-

poir. Mais quel problème difficile à résoudre que celui de la réhabilitation des employés, au moment où le libéralisme criait par ses journaux dans toutes les boutiques industrielles que les traitements des employés constituaient un vol perpétuel, quand il configurait les chapitres du budget en forme de sangsues, et demandait chaque année à quoi bon un milliard d'impôts. Aux yeux de monsieur Rabourdin, l'employé, relativement au budget, était ce que le joueur est au jeu; tout ce qu'il emporte, il le lui restitue. Tout grostraitement impliquait une production. Payer mille francs par an à un homme pour lui demander toutes ses journées, n'était-ce pas organiser le vol et la misère? Un forçat coûte presque autant et travaille moins. Mais vouloir qu'un homme auquel l'État donnerait douze mille francs par an se vouât à son pays, était un contrat profitable à tous deux, et qui pouvait tenter les capacités.

Ces réflexions avaient donc conduit Rabourdin à une refonte du personnel. Employer peu de monde, tripler ou doubler les traitements et supprimer les pensions; prendre les employés jeunes, comme faisaient Napoléon, Louis XIV, Richelieu et Ximenès, mais les garder longtemps en leur réservant les hauts emplois et de grands honneurs, furent les points capitaux d'une réforme aussi utile à l'État qu'à l'employé. Il est difficile de raconter en détail, chapitre par chapitre, un plan qui embrassât le budget et qui descendit dans les infiniment petits de l'administration pour les synthétiser; mais peut-être une indication des principales réformes suffira-t-elle à ceux qui connaissent comme à ceux qui ignorent la constitution administrative. Quoique la position d'un historien soit dangereuse en racontant un plan qui ressemble à de la politique faite au coin du feu, encore est-il nécessaire de le crayonner, afin d'expliquer l'homme par l'œuvre. Supprimez le récit de ses travaux, vous ne voudrez plus croire le narrateur sur parole, s'il se contentait d'affirmer le talent ou l'audace d'un chef de bureau.

Rabourdin divisait la haute administration en trois ministères. Il avait pensé que si jadis il se trouvait des têtes assez fortes pour embrasser l'ensemble des affaires inté-

rieures et extérieures, la France d'aujourd'hui ne manquerait jamais de Mazarin, de Suger, de Sully, de Choiseul, de Colbert pour diriger des ministères plus vastes que les ministères actuels. D'ailleurs, constitutionnellement parlant, trois ministères s'accordent plus facilement que sept. Puis, il est moins difficile aussi de se tromper quant au choix. Enfin, peut-être la royauté éviterait-elle ainsi ses perpétuelles oscillations ministérielles qui ne permettent de suivre aucun plan de politique extérieure, ni d'accomplir aucune amélioration intérieure. En Autriche, où des nations diverses réunies offrent des intérêts différents à concilier et à conduire sous une même couronne, deux hommes d'État supportaient le poids des affaires publiques, sans en être accablés. La France était-elle plus pauvre que l'Allemagne en capacités politiques? Le jeu, assez naïf de ce qu'on nomme : *les institutions constitutionnelles*, développé outre mesure a fini, comme on sait, par exiger beaucoup de ministres pour satisfaire les ambitions multipliées de la bourgeoisie. D'abord il parut alors naturel à Rabourdin de réunir le ministère de la marine au ministère de la guerre. Pour lui, la marine était un des comptes courants du ministère de la guerre, comme l'artillerie, la cavalerie, l'infanterie et l'intendance. N'était-ce pas un contre-sens de donner aux amiraux et aux maréchaux une administration séparée, quand ils marchaient vers un but commun : la défense du pays, l'attaque de l'ennemi, la protection des possessions nationales? Le ministère de l'intérieur devait réunir le commerce, la police et les finances, sous peine de mentir à son nom. Au ministère des affaires étrangères appartenaient la justice, la maison du roi, et tout ce qui, dans le ministère de l'intérieur, concerne les arts, les lettres et les grâces. Toute protection doit découler immédiatement du souverain. Ce ministère impliquait la présidence du conseil. Chacun de ces trois ministères ne comportait pas plus de deux cents employés à son administration centrale, où Rabourdin les logeait tous, comme jadis sous la monarchie. En prenant pour moyenne une somme de douze mille francs par tête, il ne comptait que sept millions pour des chapitres qui en comptent plus

de vingt dans le budget actuel. En réduisant ainsi les ministères à trois têtes, il supprimait des administrations entières devenues inutiles, et les énormes frais de leurs établissements dans Paris. Il prouvait qu'un arrondissement devait être administré par dix hommes, une préfecture par douze au plus, ce qui ne supposait que cinq mille employés pour toute la France (justice et armée à part), nombre que dépassait alors le chiffre seul des employés aux ministères. Mais, dans ce plan, les greffiers des tribunaux étaient chargés du régime hypothécaire; mais le ministère public était chargé de l'enregistrement et des domaines. Rabourdin réunissait dans un même centre les parties similaires. Ainsi l'hypothèque, la succession, l'enregistrement ne sortaient pas de leur cercle d'action, et ne nécessitaient que trois surnuméraires par tribunal, et trois par cour royale. L'application constante de ce principe avait conduit Rabourdin à la réforme des finances. Il avait confondu toutes les perceptions d'impôts en une seule, en taxant la consommation en masse au lieu de taxer la propriété. Selon lui, la consommation était l'unique matière imposable en temps de paix. La contribution foncière devait être réservée pour les cas de guerre. Alors seulement l'Etat pouvait demander des sacrifices au sol, car alors il s'agissait de le défendre; mais, en temps de paix, c'était une lourde faute politique que de l'inquiéter au delà d'une certaine limite; on ne le trouvait plus dans les grandes crises. Ainsi l'emprunt pendant la paix, parce qu'il se faisait au pair et non à cinquante pour cent de perte, comme dans les temps mauvais; puis, pendant la guerre, la *contribution foncière*.

— L'invasion de 1814 et de 1815, disait Rabourdin à ses amis, a fondé en France et démontré une institution que ni Law ni Napoléon n'ont pu établir : le *crédit*.

Malheureusement Xavier considérait les vrais principes de cette admirable machine comme encore peu compris, à l'époque de son travail commencé en 1820. Rabourdin imposait la consommation par le mode des contributions directes, en supprimant tout l'attirail des contributions indirectes. La recette de l'impôt se résolvait par un rôle unique

composé de divers articles. Il abattait ainsi les gênantes barrières qui barricadaient les villes auxquelles il procurait de plus gros revenus en simplifiant leurs modes actuels de perception énormément coûteux. Diminuer la lourdeur de l'impôt n'est pas en matière de finances diminuer l'impôt, c'est le mieux répartir; l'alléger, c'est augmenter la masse des transactions en leur laissant plus de jeu; l'individu paye moins et l'État reçoit davantage. Cette réforme, qui peut sembler immense, reposait sur un mécanisme fort simple. Rabourdin avait pris l'impôt personnel et mobilier comme la représentation la plus fidèle de la consommation générale. Les fortunes individuelles s'expriment admirablement en France par le loyer, par le nombre de domestiques, par les chevaux et les voitures de luxe qui se prêtent à la fiscalité. Les habitations et ce qu'elles contiennent varient peu, et disparaissent difficilement. Après avoir indiqué les moyens de confectionner un rôle de contributions mobilières plus sincère que ne l'était le rôle actuel, il répartissait les sommes que produisaient au trésor les impôts *indirects en un tant pour cent* de chaque cote individuelle. L'impôt est un prélèvement d'argent fait sur les choses ou sur les personnes sous des déguisements plus ou moins spécieux; ces déguisements, bons quand il fallait extorquer l'argent, ne sont-ils pas ridicules dans une époque où la classe sur laquelle pèsent les impôts sait pourquoi l'État les prend et par quel mécanisme il les lui rend. En effet, le budget n'est pas un coffre-fort, mais un arrosoir; plus il puise et répand d'eau, plus un pays prospère. Ainsi supposez six millions de *cotes aisées* (Rabourdin en prouvait l'existence, en y comprenant les *cotes riches*), ne valait-il pas mieux leur demander directement *un droit de vin* qui ne serait pas plus odieux que l'impôt *des portes et fenêtres* et produirait cent millions, plutôt que de les tourmenter en imposant la chose même? Par cette régularisation de l'impôt, chaque particulier payerait moins en réalité, l'État recevrait davantage, et les consommateurs jouiraient d'une immense réduction dans le prix des choses que l'État ne soumettrait plus à des tortures infinies. Rabourdin conservait un droit de culture sur les vignobles,

afin de protéger cette industrie contre la trop grande abondance de ses produits. Puis, pour atteindre les consommations des cotes pauvres, les patentes des débitants étaient taxées d'après la population des lieux qu'ils habitaient. Ainsi, sous trois formes : droit de vin, droit de culture et patente, le trésor levait une recette énorme sans frais ni vexations, là où pesait un impôt vexatoire partagé entre ses employés et lui. L'impôt frappait ainsi sur le riche au lieu de tourmenter le pauvre. Un autre exemple. Supposez, par cote, un franc ou deux de droits de sel, vous obtenez dix ou douze millions, la gabelle moderne disparaît, la population pauvre respire, l'agriculture est soulagée, l'État reçoit tout autant, et nulle cote ne se plaint. Toute cote, plus ou moins industrielle ou propriétaire, peut reconnaître immédiatement les bénéfices d'un impôt ainsi réparti en voyant au fond des campagnes la vie s'améliorer, et le commerce agrandi. Enfin, d'année en année, l'État verrait le nombre des *cotes aisées* s'accroissant. En supprimant l'administration des contributions indirectes, machine extrêmement coûteuse, et qui est un État dans l'État, le Trésor et les particuliers y gagnaient donc énormément, à ne considérer que l'économie des frais de perception. Le tabac et la poudre s'affermaient en régie, sous une surveillance. Le système sur ces deux régies, développé par d'autres que par Rabourdin lors du renouvellement de la loi sur les tabacs, fut si vainement, que cette loi n'eût point passé dans une chambre à qui l'on n'aurait pas mis le marché à la main, comme le fit alors le ministère. Ce fut alors moins une question de finances qu'une question de gouvernement. L'État ne possédait plus rien en propre, ni forêts, ni mines, ni exploitations. Aux yeux de Rabourdin, l'État, possesseur de domaines, constituait un contre-sens administratif. L'État ne sait pas faire valoir et se prive de contributions, il perd deux produits à la fois. Quant aux fabriques du gouvernement, c'était le même non-sens reporté dans la sphère de l'industrie. L'État obtient des produits plus coûteux que ceux du commerce, plus lentement confectionnés, et manque à percevoir ses droits sur les mouvements de l'industrie, à laquelle il

retranche des alimentations. Est-ce administrer un pays que d'y fabriquer au lieu d'y faire fabriquer, d'y posséder au lieu de créer le plus de possessions diverses ? Dans ce système, l'État n'exigeait plus un seul cautionnement en argent. Rabourdin n'admettait que des cautionnements hypothécaires. Voici pourquoi. Ou l'État garde le cautionnement en nature, et c'est gêner le mouvement de l'argent ; ou il l'emploie à un taux supérieur à l'intérêt qu'il en donne, et c'est un vol ignoble ; ou il y perd, et c'est une sottise ; enfin, s'il dispose un jour de la masse des cautionnements, il prépare dans certains cas une banqueroute horrible. L'impôt territorial ne disparaissait pas entièrement, Rabourdin en conservait une faible portion, comme point de départ en cas de guerre ; mais évidemment les productions du sol devenaient libres, et l'industrie, en trouvant les matières premières à bas prix, pouvait lutter avec l'étranger sans le secours trompeur des douanes. Les riches administraient gratuitement les départements, en ayant pour récompense la pairie sous certaines conditions. Les magistrats, les corps savants, les officiers inférieurs voyaient leurs services honorablement récompensés. Il n'y avait pas d'employé qui n'obtint une immense considération, méritée par l'étendue de ses travaux et l'importance de ses appointements ; chacun d'eux pensait lui-même à son avenir, et la France n'avait plus sur le corps le cancer des pensions. En résultat, Rabourdin trouvait sept cents millions de dépenses seulement et douze cents millions de recettes. Un remboursement de cinq cents millions annuels jouait alors avec un peu plus de force que le maigre amortissement dont le vice était démontré. Là, selon lui, l'État se faisait encore rentier, comme l'État s'entêtait d'ailleurs à posséder et à fabriquer. Enfin, pour exécuter sans secousses sa réforme et pour éviter une Saint-Barthélemy d'employés, Rabourdin demandait vingt années.

Telles étaient les pensées mûries par cet homme depuis le jour où sa place fut donnée à monsieur de La Billardière, homme incapable. Ce plan si vaste en apparence, si simple en réalité, qui supprimait tant de gros états-majors et tant de petites places également inutiles, exigeait de continuel calculs, de